

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Mylvia HOUGUET, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Conditions d'intervention des éducateurs sportifs dans le temps scolaire - Convention entre la Ville de Montpellier et l'Académie de Montpellier - Année scolaire 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, dans le cadre de ses politiques volontaristes et du projet éducatif global, a toujours affirmé son engagement fort envers les jeunes. La pratique sportive s'inscrit dans le projet de socialisations et permet ainsi d'organiser des partenariats.

L'éducation physique et sportive en temps scolaire demeure une mission qui relève de l'Education nationale, mais dans les écoles maternelles et élémentaires, un personnel qualifié et agréé peut assister la communauté éducative. Ainsi, à la demande des écoles partenaires et des services de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale, la Ville de Montpellier apporte son soutien par la mise à disposition d'équipements sportifs, de matériels et d'éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives. La convention de partenariat fixe les conditions de co-enseignement afin d'atteindre les objectifs fixés dans le socle commun de connaissances et compétences à acquérir par les enfants.

Les éducateurs sportifs municipaux titulaires d'une carte professionnelle en cours de validité, et exerçant dans le cadre des missions de leur statut particulier, interviennent dans des classes de cycle III des écoles de la Ville de Montpellier, en raison d'un module de 10 séances par classe au cours de l'année scolaire, sous la

responsabilité pédagogique de l'enseignant. Des stagiaires en formation au Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport (BPJEPS) pourront être accueillis lors de ces séances sous la responsabilité des tuteurs de stages et des enseignants.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat définissant les conditions d'intervention des éducateurs sportifs de la Ville dans le temps scolaire en éducation physique et sportive pour l'année 2024-2025 ;
- D'autoriser la mise à disposition à titre gratuit des moyens humains et techniques de la Ville de Montpellier pour les séances en co-enseignement eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville Montpellier - DSDEN 2024-2025.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268244-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**CONVENTION POUR L'ORGANISATION
D'ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES EN EPS
A L'ECOLE ELEMENTAIRE**

**INTERVENTION DES EDUCATEURS
DE LA VILLE DE MONTPELLIER**

2024 - 2025

Entre

Madame l'inspectrice d'académie, directrice académique des services de l'éducation nationale de l'Hérault,
Catherine CÔME
31 rue de l'Université CS 39004 34064 Montpellier Cedex 2

Et Monsieur le maire de Montpellier, M. Mickael DELAFOSSE
1 Place Georges Frêche, 34267 Montpellier

Considérant :

- La version en vigueur de la loi sur le sport n° 2000- 627 du 6/07/2000, modifiant la loi n° 84-610 du 16/07/84 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Le code du sport, articles L322-1 à L322-6 relatifs à la conformité des établissements d'accueil
- Le décret n° 2017-766 du 4 mai 2017 relatif à l'agrément des intervenants extérieurs apportant leur concours aux activités physiques et sportives dans les écoles maternelles et élémentaires publiques
- Le décret du 31-03-2015 JO du 23-04-2015 relatif au socle commun de connaissances, de compétences et de culture
- L'arrêté du 16/12/04 modifié par l'arrêté du 31/10/2007 portant sur la liste des diplômes, titres à finalité professionnelle et certificats de qualification ouvrant droit à l'enseignement, l'animation ou l'encadrement des activités physiques et sportives ou à l'entraînement de ses pratiquants, conformément à l'article L 363-1 du code de l'éducation.
- L'arrêté du 18-2-2015 relatif au programme d'enseignement en maternelle
- L'arrêté du 9-11-2015 relatif aux programmes d'enseignement du Cycle 2, Cycle 3 et Cycle 4
- La note de service du 28-2-2022 MENJS - DGESCO A1-2, relative à l'enseignement de la natation NOR : MENE2129643N La circulaire n° 2017-127 du 22-08-2017 relative à l'enseignement de la natation et au test d'aisance aquatique
- La circulaire interministérielle n° 2017-116 du 6-10-2017 relative à l'encadrement des activités physiques et sportives dans les écoles maternelles et élémentaires publiques

- La convention cadre de partenariat pour l'éducation par le sport
CNOSF/SEPH/MENJS/MAA/MESRI
- Les conventions pluritipartites MENJS/UNSS/USEP/fédérations françaises
- Le dispositif des 30 minutes d'Activités physiques quotidiennes APQ
- La charte départementale éducation nationale relative aux intervenants extérieurs à l'école maternelle et élémentaire dans le département de l'Hérault, la procédure départementale.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 : Objectifs du partenariat

Les intervenants de la Ville de Montpellier mis à disposition sur la demande des écoles et en collaboration avec les services de la direction des services départementaux de l'éducation nationale de l'Hérault apportent leur concours à l'enseignement de l'éducation physique et sportive, à la construction des domaines du socle commun de connaissances, de compétences et de culture à travers l'enseignement des activités physiques et sportives dans toutes ses dimensions éducatives et motrices.

Les intervenants animent les séances en co-intervention avec l'enseignant.

La présente convention est conclue à titre gracieux, elle ne donnera lieu à aucune facturation aux écoles.

ARTICLE 2 : Éléments du projet départemental dans le cadre duquel s'inscrit le partenariat

L'école primaire est le lieu où tous les élèves, sous la responsabilité de leur enseignant, peuvent développer, dans le cadre de séances régulières d'éducation physique et sportive, des connaissances et compétences permettant l'accès aux pratiques sportives, élément de la culture moderne.

L'enseignement des activités proposées contribue à la construction de ces savoirs et permet aux enseignants d'atteindre les objectifs du socle commun de connaissances, compétences et culture :

Les cinq domaines du socle commun de connaissances, compétences et culture :

- Les langages pour penser et communiquer
- Les méthodes et outils pour apprendre
- La formation de la personne et du citoyen
- Les systèmes naturels et les systèmes techniques
- Les représentations du monde et l'activité humaine

Les cinq compétences générales de l'éducation physique et sportive :

- Développer sa motricité et apprendre à s'exprimer en utilisant son corps
- S'approprier, par la pratique physique et sportive, des méthodes et des outils
- Partager des règles, assumer des rôles et des responsabilités
- Apprendre à entretenir sa santé par une activité physique régulière
- S'approprier une culture physique, sportive et artistique

Rappel de grandes orientations nationales :

- Renforcer la transmission des valeurs de la République

- L'école est inclusive : tenir compte de la spécificité de chaque élève pour permettre la réussite de tous
- Appréhender le parcours de l'élève sur les cycles d'apprentissage

L'organisation du module d'enseignement doit garantir la continuité des apprentissages et la cohérence des enseignements au sein de la classe et de l'école.

ARTICLE 3 : Conditions d'agrément des intervenants

En vertu des dispositions des articles L. 312-3 et D. 312-1 -1 et suivants du code de l'éducation, les intervenants extérieurs à l'école primaire sollicités dans le cadre de l'enseignement de l'éducation physique et sportive sont soumis à l'agrément de l'inspecteur d'académie, directeur académique des services départementaux de l'éducation nationale (DASEN). Leur agrément répond aux exigences fixées par le décret n° 2017-766 du 04-05-2017

Sont réputés agréés pour l'activité concernée et dispensés du dépôt de la demande d'agrément pour l'activité concernée :

- Les intervenants titulaires d'une carte professionnelle en cours de validité et les stagiaires détenteurs d'une attestation de déclaration d'éducateur sportif stagiaire délivrée par la SDJES dans le cadre de leur stage.
- Les fonctionnaires agissant dans l'exercice des missions prévues par leur statut particulier (professeur des écoles, professeur certifié ou agrégé d'EPS, les éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives, conseillers territoriaux des activités physiques et sportives).

L'employeur de ces personnels s'engage à procéder à la vérification de la qualification et de l'honorabilité des intervenants mis à disposition (titulaires de carte professionnelle via leur carte professionnelle ou fonctionnaires territoriaux).

Doivent faire une demande expresse d'agrément :

- Les agents non titulaires non enseignants (employés en contrat à durée indéterminée ou en contrat à durée déterminée), les intervenants et/ou stagiaires en danse et cirque.
- Les fonctionnaires dont les statuts particuliers ne prévoient pas l'encadrement d'une activité physique, mais disposant d'une qualification pour l'activité concernée peuvent être agréés par les services de l'éducation nationale.

Sont soumis à une convention entre éducation nationale et l'organisme de formation :

- Les étudiants UFR STAPS ou FDE.

Pour ces personnels, les personnes habilitées des services de la DSDEN procèdent à la vérification de leur honorabilité par la consultation du fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIAISV).

Dans tous les cas, toute intervention est soumise à l'autorisation préalable du directeur d'école.

Dès lors qu'un intervenant ne répond plus aux critères de compétence et d'honorabilité, l'IA-DASEN est fondé à lui retirer l'agrément. Si le comportement d'un intervenant perturbe le bon fonctionnement du service public de l'enseignement, s'il est de nature à constituer un trouble à l'ordre public ou s'il est susceptible de constituer un danger pour la santé ou la sécurité physique ou morale des mineurs, l'agrément lui est retiré.

Les services civiques, de par leur statut, n'ont pas les prérogatives à l'encadrement de l'EPS, ils ne seront pas agréés.

ARTICLE 4 : Obligations des partenaires

- Le directeur d'école veille à ce que l'intervenant soit destinataire du projet pédagogique de l'activité pour laquelle il est sollicité ainsi que le règlement intérieur de l'école.
- L'intervenant s'engage à respecter les modalités d'intervention fixées et à adopter une attitude compatible avec le bon fonctionnement du service public de l'éducation.
- La préparation de l'intervention donne lieu à un échange entre l'enseignant et l'intervenant sollicité. Lors de cet échange sont explicités les objectifs de la séquence et sont discutées les modalités de mise en œuvre. Les conseillers pédagogiques de circonscription peuvent appuyer les enseignants dans le cadre de cette préparation.
Ces échanges permettront à l'intervenant de s'inscrire dans un projet aux objectifs définis et partagés, formalisé par un document pédagogique de référence.
- Avant signature, la convention est soumise pour avis au directeur d'école

ARTICLE 5 : Les modalités d'intervention (fréquence, condition)

- a) L'enseignant assure la responsabilité pédagogique et la mise en œuvre de l'activité en éducation physique et sportive de façon permanente durant le temps scolaire. Il est le maître d'œuvre du projet pédagogique et fondé à interrompre toute intervention dérogeant aux modalités fixées.
- b) La Ville de Montpellier propose une aide aux enseignants des classes de CE2, CM1 et CM2 des écoles de la Ville de Montpellier pour l'enseignement de l'EPS. Cette intervention répond à une demande des écoles, en cohérence avec le projet d'école
 - Des interventions sont possibles à hauteur d'au moins un module par école hors REP+ et deux modules par école REP+
 - Lorsque des interventions supplémentaires sont rendues possibles, la priorité est donnée aux écoles en REP+ et REP. Elles sont réparties de façon concertée entre les deux parties.
- c) Les intervenants des APS interviennent durant l'année scolaire sur divers sites de la commune :
 - Deux sites nautiques : Maison du Lez et lac des garrigues
 - Les équipements sportifs de la ville de Montpellier, plateaux EPS situés dans ou hors de l'école, stades, gymnases, espaces verts...

Lorsque les conditions matérielles dans l'école sont satisfaisantes au regard de l'activité pratiquée, l'enseignement se déroule sur place.

Lorsqu'un projet spécifique d'intervention est proposé en dehors de l'école, la sortie est soumise à autorisation du directeur ou de la directrice de l'école.

- d) Modalités d'organisation :
 1. Connaissance de l'offre de la Ville en avril : nombre d'interventions par circonscription, proposition par les éducateurs des activités possibles.

2. Sur proposition du CPC chargé de l'EPS, l'IEN procède à la ventilation des interventions sur les écoles de sa circonscription en fonction des besoins identifiés.
3. Cette répartition est communiquée par l'IEN au service des sports en mai.
4. Une régulation est faite en concertation avec le CPC chargé de l'EPS.
5. Affectation par le service des sports des intervenants auprès de chacune des classes.
6. Mise en ligne du planning annuel avec les APS correspondantes.
7. La première réunion est fixée lors de la réunion bilan de fin d'année. Il convient de contacter Lilian Delmas dès la première semaine de septembre pour fixer les rendez-vous par circonscription et les réunions entre éducateurs et enseignants.
8. Réunions en septembre des CPC/CPD et Lilian Delmas, réunion mi-septembre par circonscriptions entre le CPC/éducateurs pour finaliser la mise en place, réunion entre les éducateurs et les enseignants la semaine précédant le module.

Les tableaux répertoriant les APS possibles pour chacune des écoles est mis à jour par le service des sports et transmis aux conseillers pédagogiques afin qu'ils soient communiqués aux enseignants via le digipad : <https://digipad.app/p/428542/607fd8a9de833> Code : 4656.

Toute mise à disposition supplémentaire d'un éducateur auprès d'une école ne pourra se faire qu'en concertation avec les CPC concernés, le responsable des éducateurs et figurer impérativement sur le planning général en ligne.

- e) L'année scolaire est organisée en quatre périodes. La durée de l'intervention d'un intervenant agréé ne peut excéder un module de 10 séances par classe au cours de l'année scolaire. La dernière période en fin d'année est consacrée aux séances de rattrapage, aux rencontres sportives et aux projets spécifiques.
- f) Le choix de l'activité physique et sportive appartient à l'enseignant, sur ventilation de l'inspecteur de circonscription sur la base de la liste arrêtée par la direction du Service des Sports et la DSDEN. Un éclairage technique pourra être apporté par les intervenants agréés afin de proposer des contenus pédagogiques en concertation avec les enseignants. Les documents élaborés en commun et destinés à être diffusés porteront le logo des deux partenaires.
- g) En cas d'annulation d'une séance (absence d'un intervenant, impossibilité pour la classe de se rendre sur le lieu de pratique, conditions météorologiques défavorables...), la partie qui en est à l'origine est tenue d'avertir l'autre partie le plus tôt possible.
Lorsque les conditions le permettent, en cas d'intempérie, l'éducateur territorial se déplace pour assurer la séance dans l'école.

1 Classe Organisation habituelle	1 Classe Organisation exceptionnelle	1 Classe Organisation exceptionnelle
1 seul groupe	2 ou plusieurs groupes L'enseignant a en charge un des groupes	L'enseignant n'a en charge aucun groupe particulier
Le maître assure l'organisation pédagogique de la séance et contrôle effectivement son déroulement.	Dans ce cas, certains groupes d'élèves sont encadrés par au moins un intervenant et l'un de ces groupes est pris en charge par le maître. L'enseignant n'a pas à assurer le contrôle du déroulement de la séance. Son action consiste à définir préalablement l'organisation générale de l'activité avec une répartition précise des tâches et procède a posteriori à son évaluation.	Dans ce cas, chaque groupe est encadré par au moins un intervenant. Le maître assure l'organisation pédagogique de la séance, procède au contrôle successif du déroulement de la séance dans les différents groupes et à la coordination de l'ensemble.

ARTICLE 6 : Accueil de stagiaires en formation professionnelle ou universitaire

Des stagiaires en formation au Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport (BPJEPS) ou de l'UFRSTAPS peuvent être accueillis durant les séances, sous la responsabilité des tuteurs de stages et des enseignants.

Les stagiaires devront avoir l'attestation de déclaration d'éducateur sportif stagiaire auprès de la SDJES.

La liste des stagiaires sera fournie par l'organisme de formation à la direction des sports de la Ville de Montpellier qui la transmettra à la DSDEN.

Les périodes de leurs interventions seront précisées.

ARTICLE 7 : Responsabilité

Dans tous les cas où la responsabilité d'un intervenant agréé se trouve engagée à la suite ou à l'occasion d'un fait dommageable commis :

- soit par les élèves qui lui sont confiés à raison de son intervention
- soit au détriment de ses élèves dans les mêmes conditions

la responsabilité de l'état est substituée à celle dudit intervenant qui ne peut jamais être mis en cause devant les tribunaux civils par la victime ou ses représentants.

ARTICLE 8 : Conditions de sécurité

Le taux minimum d'encadrement spécifique ou renforcé pour les activités d'éducation physique et sportive doit être conforme au texte de la circulaire interministérielle n° 2017-116 du 6-10-2017.

L'intervenant extérieur veille au respect strict des consignes de sécurité et prend toutes les mesures urgentes qui s'imposent dans le cadre de l'organisation générale arrêtée par l'enseignant responsable.

L'enseignant de la classe devra s'assurer que les conditions de sécurité sont remplies pour une pratique adaptée de l'activité. Il lui appartient, s'il est à même de constater que les conditions de sécurité ne sont manifestement plus réunies, de suspendre ou d'interrompre immédiatement l'activité. Il informe sans délai, l'inspecteur de l'éducation nationale sous couvert du directeur d'école, de tout problème concernant la sécurité des élèves.

En cas d'accident, l'enseignant reste maître des dispositions à prendre relatives aux interventions d'urgence.

Il convient de se référer à la circulaire départementale de la DSDEN sur les accidents scolaires à consulter sur le site internet de celle-ci : <http://www.ac-montpellier.fr/dsden34/cid93451/accidents-scolaires.html>

En cas d'urgence, il doit être possible d'intervenir rapidement sur le site.

Les activités physiques et sportives organisées dans le cadre des enseignements réguliers peuvent être encadrées par l'enseignant seul, qu'elles se déroulent au sein de l'école ou dans le cadre d'une sortie récurrente. Néanmoins, certaines activités, compte tenu de leur nature même, font l'objet de taux d'encadrement renforcés.

ARTICLE 9 : Annexes à la convention transmises dans un second temps, en amont des interventions.

- Listes des écoles concernées par circonscription (annexes 1)

- Listes des fonctionnaires agissant dans l'exercice des missions prévues par leur statut particulier (annexe 2), des agents titulaires d'une carte professionnelle, les agents non titulaires et les fonctionnaires agissant avec autorisation de leur employeur, mais en dehors des missions prévues par leur statut particulier qui doivent remplir le formulaire de demande d'agrément.
- Éléments du projet d'école et, le cas échéant, du projet de circonscription ou du projet départemental dans le cadre duquel s'inscrit le partenariat (annexe 3)
- Formulaire de demande d'agrément d'un intervenant agent non titulaire ou fonctionnaire agissant en dehors des missions prévues par leur statut particulier et qui relèvent d'une demande expresse d'agrément (annexe 4) à transmettre pour consultation du FIJAISV
- Conditions générales d'organisation pour l'enseignement de la voile (annexe 5)
- Conditions générales d'organisation des rencontres sportives de fin de module (Annexe 6)

ARTICLE 10 : Droit à l'image

Toute photo ou vidéo destinée à être diffusée sur quelque support que ce soit doit obligatoirement faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès de la direction des services départementaux de l'éducation nationale.

Toute demande est adressée par l'initiateur du projet au DASEN ou aux inspecteurs de l'éducation nationale chargés de circonscription du premier degré (IEN-CCPD) en charge des classes concernées. Elle est accompagnée du descriptif du projet précisant l'utilisation envisagée des prises de vue.

ARTICLE 11 : Laïcité

Toute personne intervenant dans une école pendant le temps scolaire doit respecter les principes fondamentaux du service public d'éducation, en particulier les principes de laïcité et de neutralité (conformément notamment à la circulaire n° 2001-053 du 28 mars 2001).

ARTICLE 12 : Différend entre les parties

Les parties s'efforceront autant que faire se peut de régler leurs différends à l'amiable pour tous les litiges relatifs à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention.

En cas de non règlement, les litiges relèveront de la compétence des tribunaux de droit commun de Montpellier.

ARTICLE 13 : Bilan

En fin d'année scolaire, un tableau récapitulatif de toutes les actions menées en partenariat sera établi par les éducateurs et les CPC et adressé à l'inspecteur d'Académie, DSDEN de l'Hérault sous forme d'un avenant complétant les annexes ci-jointes.

ARTICLE 14 : Durée de la convention

La convention signée au début de l'année scolaire a une durée d'un an. Par ailleurs, la convention peut être dénoncée en cours d'année soit par accord entre les parties, soit à l'initiative de l'une d'entre elles. Dans ce dernier cas, la dénonciation doit faire l'objet d'un préavis de trois mois.

